



SNUipp-FSU 67
10, rue de Lausanne
67000 STRASBOURG

Tél : 03 90 22 13 15
Fax : 03 90 22 13 16
Mail : snu67@snuipp.fr

Site internet : <http://67.snuipp.fr/>



Déclaration liminaire CTSD du 29 novembre 2011

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Pour la première réunion du CTSD, la FSU Alsace déplore que la fonction publique reste la première cible du gouvernement :

150 000 postes supprimés en 5 ans, gel des salaires depuis 2 ans – quelques mesurées pour les débuts de carrière qui laissent de côté les trois quarts des collègues mises à part – instauration d'une journée de carence réservée aux seuls fonctionnaires ici en Alsace !

Il est inacceptable qu'au nom d'une prétendue équité, le gouvernement tire toujours les salariés vers le bas.

La FSU reste persuadée que les Services publics et la Fonction publique sont des leviers pour sortir de la crise et non des obstacles financiers.

Pour le premier degré, décidément, les années passent et chacune apporte son lot de dégradations du service public d'éducation. Les effets d'annonce du président de la République ne trompent plus personne. L'École est exsangue.

Si l'on considère d'ailleurs le nombre de postes supprimés l'an passé dans le département au titre de la démographie, on constate qu'un excès de zèle nuit gravement à la santé de l'école dans le Bas-Rhin. Contrairement aux prévisions, ce ne sont pas 490 élèves de moins, mais seulement 302 : lorsque l'erreur coûte 6 postes entiers (qui font cruellement défaut à nombre d'écoles maternelles), la fiabilité de la Base élève est interrogée.

Cette année encore, ce ne sont pas moins de 5 700 emplois pour le premier degré qui vont disparaître pour une prévision de 8 700 départs en retraite. Cela correspond au non remplacement de deux enseignants sur trois partant à la retraite ! Quelles missions seront cette année sur le devant de la scène ? RASED, conseillers pédagogiques, remplaçants... ?

Ces dernières années, les RASED, les remplaçants et les enseignants débutant sans formation ont payé le prix fort d'un budget désastreux et d'une politique éducative à courte vue. C'est l'École toute entière qui en paie le tribut :

- avec la diminution drastique des RASED, ce sont les enfants les plus fragiles qui voient leurs chances d'apprendre se réduire comme peau de chagrin. Ni l'aide personnalisée ni les PPRE, aussi nombreux soient-ils, ne remplaceront jamais l'expertise des enseignants spécialisés
- avec les suppressions de postes de remplaçants, c'est l'ensemble de la communauté scolaire qui trinque : combien de journées non remplacées où les élèves sont répartis dans d'autres classes ? Et lorsque le quatrième objectif du département est d'« adapter le remplacement de courte durée », ce n'est ni plus ni moins que l'arrivée de vacataires qui est annoncée. Une fois les emplois statutaires disparus, place à la précarité !
- les enseignants dans leur ensemble, mais aussi les personnels administratifs voient leurs conditions de travail se dégrader.
- la quasi disparition des EVS d'aide administrative aux directeurs donne raison à la FSU qui dénonçait en 2006 ces contrats précaires : la direction d'école vaut mieux que cela, de vrais emplois statutaires et pérennes pour un métier nouveau.

La formation continue, lorsqu'elle existe encore, ne répond pratiquement plus qu'à des critères institutionnels et n'est mise en place qu'afin de libérer des classes pour les M2.

Bref il s'agit, paraît-il, de faire mieux avec toujours moins. Plus personne n'est dupe. Combien de générations faudra-t-il sacrifier avant que ne soit réinvesti le terrain du savoir et des connaissances ?